

débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 142 1^{er} mars 2007

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

Accès au site Débat militant

L'urgence sociale et les mesures nécessaires pour y faire face

L'annonce, il y a une quinzaine de jours, des « 100 propositions » de S. Royal, puis du chiffrage de leur coût, a déclenché une vague de protestations de la part des patrons et de l'UMP. Chacun s'indignait du montant des largesses irresponsables de Ségolène Royal, accusée de promettre de l'argent qui n'existerait pas, avec, pour preuves, le déficit public, la dette de l'Etat, etc.. Du coup, Sarkozy n'a pas pu éviter de donner, lui aussi, un « chiffrage » de son programme. Quant à Bayrou, il a tenu à préciser que son programme social ne coûtera rien...

Une tempête dans un verre d'eau, et d'autant plus ridicule qu'elle se déroulait au moment où tombaient les annonces des profits records des entreprises du CAC40, qui atteignent, selon les dernières évaluations, une centaine de milliards d'euros pour 2006. Ces entreprises ont versé près de 40 milliards de dividendes à leurs actionnaires. Quant aux aides et autres subventions de l'Etat aux entreprises, elles se sont élevées, en 2006, à 64 milliards, presque deux fois le coût des « 100 propositions » de S. Royal, estimé à 35 milliards.

Ces chiffres sont la preuve que l'argent existe pour financer immédiatement les mesures d'urgence indispensables pour mettre un coup d'arrêt à une catastrophe sociale qui s'approfondit, et de façon bien plus radicale que par les mesurette de S. Royal : prendre sur les profits pour augmenter les salaires et les moyens pour la protection sociale ; annuler le remboursement de la dette publique ; taxer les richesses, en établissant un très forte progressivité de l'impôt sur le revenu, en supprimant des exonérations qui ne profitent qu'aux revenus les plus hauts, en taxant lourdement le capital et ses revenus, en supprimant les impôts indirects comme la TVA...

A cela, la représentante des patrons, Parisot rétorque que « *la richesse n'est pas un cadeau que l'on met sur la table et qu'il faudrait se partager : elle doit être stimulée et accélérée* ».

D'une certaine façon, Parisot a raison : la richesse n'est pas un cadeau que l'on pose sur la table et qu'il suffirait de partager. C'est même de sa part une étrange lucidité. C'est bien le travail qui la produit et le capital qui la dilapide. Ce qui est en train de se passer sur les marchés financiers depuis le mardi 27 est là pour nous le démontrer. Il a suffi d'une prise de position du gouvernement chinois, annonçant qu'il comptait prendre des mesures pour freiner la croissance anarchique de l'économie, pour que la Bourse de Shanghai chute brutalement de presque 9 %, entraînant dans son sillage l'ensemble des bourses mondiales. Le CAC40 a ainsi baissé de plus de 3 %, et la baisse se poursuivait mercredi 28. Personne ne peut prévoir comment la situation va évoluer, mais une chose est certaine : derrière la croissance actuelle, derrière les profits faramineux, se profile le risque d'une catastrophe financière mondiale, que tous les spécialistes économiques de la bourgeoisie redoutent. Et avec elle une aggravation considérable de la situation sociale.

C'est pourquoi prendre les mesures nécessaires pour faire face à l'urgence sociale, c'est aussi empêcher la logique des profits d'aboutir à une catastrophe annoncée. L'un ne peut d'ailleurs se faire sans l'autre.

Prendre sur les profits pour financer les mesures sociales, c'est aussi garantir l'existence de ces ressources en contrôlant les finances, en empêchant les caprices de la Bourse, en contrôlant les investissements de sorte qu'ils soient soustraits à l'avidité des patrons. Une mesure de salubrité publique, car l'argent que ces derniers volent par l'exploitation, ils le jouent au casino boursier, préparant le prochain krach financier.

Les mesures à prendre doivent donner les moyens à la population de contrôler la répartition des richesses là où elles sont produites, là où se fait la répartition entre la plus-value accaparée par les patrons et la part qui revient aux salaires. Par les multiples canaux des relations financières, cette plus-value finit dans les caisses des institutions financières et la spéculation. Ces mêmes canaux permettent à ces institutions financières de capter, par le biais des intérêts des crédits, de la dette, le surproduit du travail des travailleurs indépendants, mais aussi une part importante des profits réalisés dans les PME.

La plus-value tirée de l'exploitation du travail sert d'une part à « rémunérer » le capital investi, c'est-à-dire à assurer les dividendes des actionnaires, et d'autre part à réaliser de nouveaux investissements.

Depuis des années, non seulement la part des profits ne cesse d'augmenter au détriment des salaires, mais le pourcentage de la part des profits versés aux dividendes par rapport aux investissements ne cesse d'augmenter. Et bien de ces investissements, comme c'est le cas avec les fonds LBO, sont davantage orientés vers la casse des entreprises que vers leur développement. Les capitalistes se paient sur l'aggravation de l'exploitation et la casse des moyens de production industriels, génératrice de chômage et de reculs sociaux.

Si nous pouvons, par le rapport de force, imposer des concessions au patronat et au gouvernement, nous ne pourrions garantir les acquis de nos luttes, les approfondir, qu'en allant plus loin, en limitant le pouvoir des patrons, en établissant notre contrôle sur l'économie. C'est une nécessité pour mettre un coup d'arrêt à la logique de la rentabilité financière et imposer celle des besoins sociaux.

En finir avec la dictature de la finance exige que nous nous donnions les moyens de contrôler collectivement et démocratiquement le capital, la finance. C'est le début d'une révolution démocratique vers une transformation socialiste de la société.

Assurer le financement des entreprises de production des biens et des services

La production des biens et des services est assurée par une multitude d'entreprises industrielles et de services, de toute taille. Certaines sont des filiales des grands groupes, entreprises du CAC40 et autres ; d'autres sont des PME ; d'autres enfin sont des entreprises artisanales ou encore agricoles.

Pour les patrons, comme pour les politiciens de droite ou de gauche, les PME constitueraient le seul véritable « gisement d'emplois » en France. Quant aux artisans, ils se présentent comme « *le premier employeur de France* ». Mais ces entreprises sont loin d'afficher des résultats comparables aux vedettes du CAC40, et certaines connaissent de sérieuses difficultés. Et si les licenciements dans les PME sont plus discrets que dans les grandes entreprises, ils n'en existent pas moins et constituent une des causes importantes du chômage et de la précarité.

C'est le prétexte qu'avancent les responsables politiques pour justifier les aides multiples dont bénéficient les PME : CNE, exonérations de charges sur les salaires, sur la taxe foncière, etc. En vain.

La première raison de leurs difficultés est le fait que beaucoup d'entre elles sont sous-traitantes de groupes industriels, mises en concurrence par leurs donneurs d'ordre. D'autres sont des producteurs agricoles, soumis aux dictats des patrons des hypermarchés... Par ailleurs, ces entreprises sont soumises, pour leur fonctionnement, au bon vouloir des banques et autres organismes d'investissement, qui ne prêtent de l'argent qu'à condition d'avoir la certitude d'en tirer le rendement attendu.

C'est ainsi que les cadeaux de l'Etat aux PME, s'ils contribuent à assurer le train de vie des petits patrons, se retrouvent pour l'essentiel, par les canaux qui les lient au monde de la finance, dans les profits des grands groupes industriels et financiers.

S. Royal proposait récemment des prêts à taux réduit pour aider les petites entreprises en difficulté. Mais tant que les liens de dépendance de ces entreprises aux institutions financières ne seront pas modifiés, les mêmes causes produiront les mêmes effets : difficultés de l'entreprise, pression sur les salaires, licenciements... et profits records pour les banques.

Donner aux entreprises de production des biens et des services les moyens de vivre et de se développer, permettrait effectivement d'assurer des emplois stables et des salaires décents. Mais cela suppose que ces entreprises soient libérées de leur dépendance totale aux grands groupes financiers et industriels.

Vers le regroupement des institutions financières et leur contrôle

Les dirigeants des grandes institutions financières (banques, compagnies d'assurance, fonds de pension, etc.) qui se sont développées depuis un quart de siècle, tiennent entre leurs mains tous les fils qui contrôlent l'économie. Ces institutions assurent la collecte d'une infinité de capitaux particuliers et décident de la façon dont ces derniers seront investis, et dans quel domaine.

Elles détiennent ainsi de fait le droit de vie et de mort sur des milliers d'entreprises, de toute taille, voire de secteurs entiers de la production. Leur critère est simple : placer l'argent là où il va avoir le meilleur rendement possible, indépendamment de toute autre considération.

A la soif de profit qui régit la vie de chacun des grands groupes financiers concurrents s'ajoutent les effets de cette concurrence elle-même, qui pousse les multinationales à toujours plus de concentration et de centralisation. Les OPA, les fusions-acquisitions au plus haut niveau, se traduisent par des restructurations, des licenciements massifs au sein des grands groupes eux-mêmes. Mais elles ont aussi des répercussions dramatiques sur le tissu des sous-traitants industriels concernés, parfois sur tout un secteur géographique.

La collecte des capitaux privés, leur gestion, leur placement dans des entreprises industrielles, agricoles ou commerciales, ou encore au service de l'Etat, pourrait très bien se faire par le biais d'un grand service public, une grande banque nationale regroupant l'ensemble des institutions financières existantes. Les petits actionnaires n'y perdraient pas nécessairement leur argent. Les salariés qui assurent déjà le fonctionnement de ces entreprises continueraient leur travail dans le cadre de l'institution publique et y exerceraient leur contrôle.

Par contre, l'aristocratie financière parasitaire qui s'est constituée au sommet de ces groupes y perdrait son pouvoir et ses sources de revenus... Quelques dizaines de « licenciements économiques » en quelque sorte.

La nationalisation des banques, faut-il le rappeler, a été réalisée à la fin de la deuxième guerre mondiale. De Gaulle avait décidé de la nationalisation des banques, pour défendre les intérêts de la bourgeoisie et financer, le plus efficacement possible, la « *reconstruction nationale* ». Il s'agirait aujourd'hui de nationaliser l'ensemble du système bancaire et de crédit, et de le placer sous le contrôle de la population.

Bien sûr, il ne suffirait pas d'un décret pour que toute la complexité du système bancaire et financier actuel se transforme, en quelques jours, en une seule banque nationale, voire européenne. La transformation de l'anarchie des réseaux financiers en un instrument harmonieux de planification démocratique demandera du temps. Dans les faits, cela pourrait passer par la coordination progressive des différentes institutions financières nationalisées, au niveau départemental, régional, national, et aussi européen, sous le contrôle, et avec la collaboration active des salariés de ces entreprises.

Et on ne voit pas pourquoi ce qui est possible actuellement dans la violence des fusions entre grandes banques imposées par les choix stratégiques des sommets, ne le serait pas dans le cadre d'un choix collectif et démocratique, auquel seraient totalement associés les employés de ces entreprises, qui en seraient eux-mêmes les acteurs.

Mettre fin au casino boursier, assurer le contrôle démocratique des travailleurs et de la population sur les investissements

La Bourse est l'endroit où se joue la concurrence entre les grands groupes industriels et financiers. Pour garder le contrôle de leur groupe, les dirigeants sont tenus d'assurer les meilleurs dividendes possibles, ou au moins des perspectives prometteuses pour un avenir proche. La Bourse est aussi le lieu de la spéculation financière la plus débridée. Des masses de titres, de promesses de profit, changent de main tous les jours, enrichissant les sociétés de Bourse, mais générant aussi des bulles spéculatives porteuses de krachs financiers, comme vient nous le rappeler l'alerte boursière mondiale de ce début de semaine.

Mettre fin à la gabegie de la spéculation boursière est une mesure de salut public. Il faut fermer les

marchés des titres financiers, leur substituer la centralisation de l'ensemble des capitaux privés et de leur gestion au sein d'une institution centrale, assurant un rendement égal à chaque placement indépendamment de la rentabilité de telle ou telle entreprise, et compatible avec des salaires décents et des réserves pour investissement suffisants.

Le choix de prêter telle ou telle somme à telle ou telle entreprise ne doit plus dépendre du rendement attendu, mais d'un choix social, l'estimation, par les classes populaires et les salariés, de l'utilité sociale de l'entreprise, des besoins qu'elle est destinée à satisfaire.

Ce sont les intéressés eux-mêmes qui décideront des modalités pratiques de mise en œuvre d'un tel contrôle, des mesures pratiques qui pourraient passer, en fonction de la nature de l'entreprise, de la nature de sa production, du niveau de marché (local, régional, national, international) auquel elle s'adresse, par les niveaux de structure correspondants du système financier centralisé.

Ce contrôle démocratique des classes populaires et des travailleurs sur les investissements est la condition nécessaire à une autre répartition des richesses : part des salaires, part des investissements, part de la rémunération des placements de capitaux. Elle suppose l'expropriation des grands groupes financiers.

A la dictature destructrice des grands donneurs d'ordre, substituer une planification démocratique

Ce contrôle est aussi une condition nécessaire à une production planifiée. Lorsque nous avançons l'idée de « planification de l'économie », les tenants du « libre échange » nous opposent le spectre de la « dictature communiste ». Et ils nous vantent, en retour, les mérites de la « démocratie » et de la « libre concurrence ».

Mais, même si l'on se situe du point de vue de la bourgeoisie, quelle « liberté » ont les patrons des PME ? Quelle marge de manœuvre ont-ils, entre la banque qui leur mesure les crédits, et le donneur d'ordre qui leur fixe ses conditions, normes de qualité, prix plancher, délais, etc. ? La « libre concurrence » les oppose à leur concurrent immédiat, au grand avantage du donneur d'ordre, et les accule à lui céder. La « liberté », pour la plupart des entreprises privées, c'est la dépendance la plus totale à la dictature des grands donneurs d'ordre et de la finance.

A cette dépendance aux exigences de l'aristocratie financière, nous opposons la dépendance à un plan de production défini démocratiquement par les travailleurs et la population, en fonction des besoins.

Comme pour le contrôle des investissements, ce sont les intéressés eux-mêmes qui décideront des modalités pratiques de mise en œuvre d'une telle planification.

Les collectivités locales (communes, communautés de communes, départements, régions, état), répondent, même si c'est de façon peu démocratique, aux besoins collectifs de la population par le biais de services publics ou de délégations de service public à des entreprises privées. Il serait certainement possible de s'appuyer sur ce mode de fonctionnement, en l'étendant progressivement à l'ensemble des entreprises, et en imposant que les choix soient réellement ceux de la population concernée, et non plus seulement de quelques élus. Une véritable démocratie participative...

La modernité pour le XXI^{ème} siècle, c'est l'organisation rationnelle de la production en fonction des besoins humains

Ces mesures indispensables relèvent du bon sens. Certes, en imposant le point de vue des intérêts de la grande majorité contre ceux d'une infime minorité, la caste parasitaire de l'aristocratie financière, elles prennent le contre-pied des idées dominantes, elles remettent en cause le sacro-saint respect de la propriété privée. Mais n'est-ce pas cette propriété qui est archaïque ?

Ces mesures relèvent du simple bon sens parce qu'elles sont les solutions évidentes aux contradictions de la société libérale et globalisée. A portée de main, pourrait-on dire, à portée de l'intervention directe des travailleurs et des populations. Car si c'est ce qui est simple qui est efficace, cela nécessite une démocratie participative très directe, l'intervention des intéressés, les travailleurs et les classes populaires, pour décider de leur propre sort.

Toute l'évolution du capitalisme, depuis ses débuts, est marquée par une socialisation toujours plus

grande de la production. Aujourd'hui, à l'intérieur des multinationales, des milliers d'individus collaborent, par-dessus les frontières, à la production de marchandises qui seront distribuées dans le monde entier. Cette coordination de la production s'étend aux petites et moyennes entreprises, aux producteurs individuels même, par le biais des liens de sous-traitance qui se sont établis entre ces entreprises et les grands groupes industriels et financiers. Tous ces réseaux passent par des relations de travail entre salariés, au sein de chacune des entreprises, comme entre les diverses entreprises. C'est ce qui rend possible le contrôle collectif de l'économie par les travailleurs et les classes populaires.

En même temps, les relations de concurrence à tous les niveaux de la structure de la société, et particulièrement au niveau des multinationales, conduisent inéluctablement à une catastrophe sociale. Les progrès technologiques et organisationnels de la société se heurtent à l'appropriation privée des produits du travail humain, concentrée entre les mains d'une aristocratie financière, et se transforment en leur contraire, anarchie et destruction.

C'est cette contradiction qu'il s'agit de lever pour faire face à l'urgence. Il s'agit, par nos luttes et en nous appuyant sur le contenu réellement moderne de la société, de substituer le contrôle démocratique des travailleurs et de la population à la dictature financière qui impose sa loi à l'ensemble de la société, et la conduit à la ruine.

Une autre répartition des richesses passe par la contestation des privilèges inhérents à la propriété.

Eric Lemel



N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler **débat***militant*. Merci.